Colloque 1er mars 2017 – CNRS, ATD Quart-Monde, Le Cnam

Construire les savoirs avec tou.te.s ?

Recherches participatives avec les personnes en situation de pauvreté

# **Les éléments constitutifs d’une recherche participative en croisement des savoirs et des pratiques, ATD Quart Monde**

La recherche participative est mise en place à partir d’une question prédéfinie tandis que la question de recherche en croisement des savoirs émane de la confrontation d’idées des différents participants.

En France, il existe une dizaine d’Université Populaires ATD Quart Monde : elles sont composées de personnes en situation de précarité ainsi que de chercheurs, de travailleurs sociaux… Ils se réunissent une à deux fois par mois. Ces Universités permettent aux personnes en situation de précarité de retrouver confiance en eux et les aident à la prise de parole.

La démarche commence avec deux expérimentations, dont une avec un institut de formation en travail social en Belgique, à Louvain La Neuve.

Une militante d’ATD affirme que « l’association est importante […] car on est ensemble ».

Les recherches participatives en croisement des savoirs et des pratiques sont composées de chercheurs, praticiens, personnes concernées. Il est également important d’avoir une/des personne(s) qui gère(nt) l’animation et la coordination.

Afin que ce type de recherche fonctionne, il faut que tous les participants adhèrent au thème de recherche : ils n’ont pas à être d’accord sur le sujet mais doivent être ok pour travailler dessus.

Il est important que les résultats de la recherche soient diffusés à plusieurs voix : scientifiques, militants, bénévoles (« volontaires » chez ATD).

**Epistémologie des recherches participatives en croisement des savoirs, Marcel Jaeger et Patrick Brun**

Trois thèmes :

* Nature des savoirs,
* Conditions des processus mis en œuvre
* Finalisation et validation : comment les personnes concernées peuvent-elles s’approprier les finalités et critères de validité des chercheurs ? Et inversement.

Les impacts :

* Valorisation des compétences des personnes concernées
* L’impact sur les professionnels du secteur social et médico-social
* Sur les chercheurs : question « pairs »

**Recherche sur la participation politique et citoyenne des personnes en situation de précarité, Nona Mayer et Caroline Arnal**

Recherche mise en place avec participation de l’association « Les petits frères des pauvres ».

Freins : Langage : « ceux qui parlent bien et ceux qui parlent mal ». Concurrence. A la prise de parole, se décrivent comme « des abimés », pourtant cela permet une « resocialisation ».

Cadre associatif : décrit comme « une famille ». Une famille protège mais apporte aussi des contraintes, donne des rôles différents à chacun, il y a des différences générationnelles.

Les personnes en situation de précarité « désirent parler d’autre chose », aussi de politique. Pourtant, les associations se considèrent souvent comme apolitique et évitent les discussions politiques qui pourraient amener des conflits. Cependant, la politique est aussi un moyen d’avoir des discussions.

Le croisement avec les associations permet le repérage des personnes.

La question est finalement : l’exclusion sociale amène-t-elle l’exclusion politique ?

**Table ronde, Patrick Gingolani, Jean-Michel Fourniau, Nonna Mayer, Catherine Neveu**

Comment s’approprier les résultats de la recherche ? Demande de la Fédération des Centres Sociaux (CN)

**PC** : Le sujet a toujours quelque chose à dire. Les dynamiques collectives apportent la transformation.

**JMF** : Programme REPERE (plate-forme de dialogue, de propositions et de projets explorant les voies de la participation des associations qui portent les enjeux environnementaux et du développement durable à la programmation de la recherche et aux activités de recherche). Groupement d’Intérêt Scientifique Démocratie et participation : réseau, pas de laboratoire spécialisé sur ce sujet.

Attention à la confusion objet/sujet. Problèmes éthiques : anonymat, rétributions… Avant entretien avec un travailleur social « à quoi cela va me servir à moi ? »

Effets transformateurs des recherches participatives : sentiment de légitimité, inclusion de ces démarches dans les formations d’étudiants, pouvoir des mots.

Evaluation et critères de validations : grosse difficulté provient du langage.

Commentaires et questions :

* « A la fin, ce sont toujours les chercheurs qui décident »
* « Y-a-t-il un risque de condescendance des chercheurs ou à l’inverse de populisme ? » Il est nécessaire qu’il y ait des conflits entre les participants des recherches participatives pour éviter cet écueil.
* « L’importance de la confiance »
* Participation des militants : par exemple, ils font des enquêtes en allant interroger leurs pairs.

**Atelier : L’évaluation et la validation des savoirs co-construits sur le plan de la connaissance, de l’action et de la formation. Les modalités de diffusion. André Moisan, Philippe Warin.**

Cadre :

Evaluation = donner une valeur

Validation = affecter cette valeur, par une institution par exemple

3 types d’acteurs : l’évaluation peut-être commune, différenciée, croisée.

Evaluation :

* Sur les résultats : appropriation / usages différenciés
* Sur les processus : méthodologie / éthique

P. WARIN, ODENORE-CNRS : Evaluation et validation se font sur ce qui est produit. La difficulté pour les chercheurs est de se saisir de ces recherches participatives.

On pourrait imaginer que des revues scientifiques laissent de la place à ces recherches ou même que de nouvelles revues spécialisées apparaissent, mais uniquement si elles ont la même place que les autres et ne sont pas laissées de côté. Il y a quelque chose à jouer du côté des associations académiques (par exemple les associations françaises de sociologie ou de sciences politiques.

Il a un enjeu au niveau de la formation : il faut former les nouveaux chercheurs à ces recherches participatives et développer des formations inclusives.

Au niveau des financements, il faut produire un « intéressement » pour les politiques et les acteurs de la recherche incitative.

Echanges

* Différence entre recherche participative et recherche collaborative
* Nécessité d’un engagement politique
* J. DELFORTRIE : recherche action en Protection de l’Enfance : comment partager l’évaluation ?
* Eve GARDIEN, Maître de conférences, Université Rennes 2: recherche-action dans le handicap. Intérêt pour la recherche participative car il y a un intérêt social et les personnes concernées peuvent se saisir des sujets de recherche.

Cependant, des difficultés de financements, des contraintes « qui est l’expert ? » : il faut une articulation des savoirs. La question de la légitimité.

* Expérience au Canada : une personne SDF participe à une recherche-action pendant 3 ans et fini par arrêter et retourne à la rue car elle n’a pas de qualification.

**Les grandes questions : échelle / quantité / temps.**

* Mouvement Lire et écrire en Belgique.
* M. SAUSSET ( ?), d’un IRTS (lequel ?) : quel est le rôle des travailleurs sociaux ? Il faut penser la pluralité des acteurs.
* Chercheur de l’Université du Québec, recherche-action sur le Burkina Faso : l’interconnaissance permet un meilleur repérage, surtout lorsque l’on n’a pas de recensement de la population. Le ciblage peut-être stigmatisant s’il est fait par des chercheurs alors que lorsqu’il est fait par des pairs il ne l’est pas
* Pauline Scherer, sociologue Montpellier, LERIS : recherche-action avec le Secours Populaire sur l’alimentation. L’évaluation passe par l’expérimentation concrète. Financement : demande de subvention conjointe du labo et Secours Pop.
* Collectif CONTRAST : qu’est-ce que l’on produit pour l’individu, le collectif ? On remarque une dureté de la mise en concurrence : entre pro, entre personnes concernées, entre chercheurs.
* Temporalité, ressources : pose la question de l’équité : qui est payé, comment ? quelles sont les compétences de l’animateur de la recherche ?
* Pourrait-il y avoir une méthode générale ?
* P. Warin : les chercheurs français ont-ils laissé passer le coche de l’institutionnalisation ? Il n’y a pas tellement d’organisation politique et de coordination.
* Il faut donner à voir des moyens horizontaux et « arrêter de sacraliser la posture du chercheur »

Les recherches participatives dans la lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale, Gaël Giraud, économiste à l’Agence française du développement (AFD)

Groupe d’économistes à Lille font une recherche participative sur la conception d’indicateurs citoyens sur le bien-vivre. Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice. Cette recherche s’oppose aux travaux de Stein et Stiglitz.

Comparaison entre la recherche participative et la méthode RCT *Randomized Controlled Trial :*

* Esther Duflo, RCT. Principe est d’appliquer à l’économie les méthodes pharmaceutiques. Le protocole de la méthode RCT permet de déduire. Défi de la méthode : « élaborer une méthode irréfutable ».
* Les points négatifs : la posture, RCT n’est pas généralisable/duplicable, la taille des échantillons, pose des questions éthiques majeures, coût (entre 300k et 400k minimum).
* La recherche participative a également quelques-uns de ces points négatifs (pas généraliste, également un peu long et coûteux) mais ne pose pas de problèmes éthiques.

**Remarque : la logique de ces démarches ne doit pas être « de vouloir apporter quelque chose et aider les personnes concernées  mais bien de dire qu’ils ont quelque chose à nous apporter ».**